

FÉVRIER 2011

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

Dakar

le PCF au Forum social mondial

Une révolution dans le monde arabe

Europe

ultralibéralisme  
contre les peuples

Les relations entre l'Amérique latine et les pays du Moyen-Orient

L'information internationale

Page 7

FOCUS

Pour sortir du colonialisme

Page 8

ACTIVITÉ DES  
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 9-10

REGARD sur Vietnam

Le second souffle du DOI MOI

## ÊTRE A LA HAUTEUR DU DÉFI DE L'HISTOIRE

La France et ses partenaires européens devront balayer devant leur porte, tirer les enseignements des révolutions du monde arabe, mesurer leurs propres responsabilités, et changer profondément leur(s) politique(s).

On reste en effet consterné devant l'attitude des autorités françaises et celle de l'Union européenne : complaisance ou véritable complicité avec les dictatures ; ambiguïté blâmable d'un discours sur la « transition » sans condamnation claire des exactions et des crimes commis, sans soutien réel à l'exigence démocratique et aux rassemblements populaires qui expriment des attentes démocratiques et sociales immenses.

Les 27 accompagnent le mouvement de libération arabe... en marche arrière. Il est vrai qu'ils portent une lourde responsabilité pour avoir soutenu, des dizaines d'années durant, des régimes honnis de leur peuple. Pour avoir encouragé les diktats du FMI, les privatisations, la libre circulation des capitaux, la réduction des dépenses publiques et sociales... Pour avoir quasiment enterré toute réponse digne de ce nom à la question de Palestine vécue dans tout le monde arabe comme une cause commune et « nationale ». Pour avoir systématiquement préféré l'alignement de Washington à la volonté d'un rôle européen positif et indépendant.

De fait, les pays de l'UE sont impuissants et absents alors que le monde arabe et le Proche-Orient vivent des moments cruciaux.

Il y a urgence. La France et ses partenaires doivent maintenant soutenir activement les processus de changement et de démocratisation, aider concrètement à leur développement, exiger avec détermination l'application des résolutions de l'ONU dans le conflit israélo-palestinien... essayer d'être à la hauteur du défi de l'histoire. Est-ce trop demander?

**Jacques Fath**

responsable des Relations internationales



- **Débat Palestine**, jeudi 17 février 2011 à 17 h au Cinéma Les Variétés à Marseille.  
Projection du film *Gaza...strophe* de Samir Abdallah et Kheridine Mabrouk
- **6ème semaine anti-coloniale : Agir contre le colonialisme d'hier et d'aujourd'hui**, soirée d'inauguration vendredi 18 février 2011 à 19 h au siège du PCF, Espace Niemeyer
- **Rencontre internationale organisée par l'AKEL : La question de la Palestine et la solidarité de la gauche avec le combat du peuple palestinien**, 25-26 février 2011 à Nicosie, avec Yann Leroy pour le PCF

## Dakar

### Le PCF au Forum social mondial

Pour la deuxième fois, le Forum social mondial a eu lieu sur le continent africain. Des milliers d'organisations et de militants progressistes ont convergé à Dakar du 6 au 11 février pour échanger leurs expériences, réfléchir ensemble et pour essayer d'articuler leurs actions et luttes.

Fondé en 2001 à Porto Alegre par des organisations brésiliennes, le Mouvement des Sans terre, des syndicalistes et des militants de la gauche chrétienne, le FSM a déjà été organisé à Mumbai, à Caracas et à Nairobi avant de revenir au Brésil avec la rencontre de Bélem. Chaque fois, les militants présents ont pu découvrir la grande diversité qui caractérise chaque société dans la manière d'organiser les luttes et le rassemblement populaire et de vivre les relations entre mouvements sociaux et partis politiques.

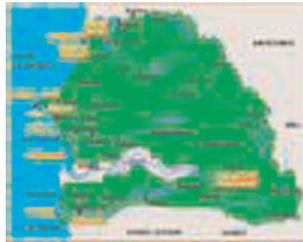
Le Forum a évolué avec le monde. La gauche et les mouvements latino-américains ont réussi à prendre la tête d'une bonne partie des gouvernements de la région et la crise actuelle montre la pertinence des analyses et propositions développés par ses participants.

L'approche a évolué: le constat fait d'une crise multidimensionnelle a conduit le mouvement altermondialiste à passer de l'anti-néolibéralisme partagé de ses débuts à une critique du capitalisme qui impose son dépassement comme seule issue. Le débat sur les stratégies et les modalités de ce dépassement sont aujourd'hui au cœur du FSM.

Cet espace de convergence ne se contente plus depuis quelques années d'être un lieu de débat et d'échange. Il veut être un lieu d'articulation et de mise en cohérence des luttes ancrées au plan local, national ou régional, et qui peuvent ainsi prendre une dimension nouvelle pour être à la hauteur des défis imposés par le capitalisme mondialisé.

La crise actuelle touche tous les domaines de la vie. Elle est financière, économique, sociale... et elle montre le décalage entre les institutions actuelles et l'exigence d'une nouvelle démocratie. Elle met à nu des modèles et formes de production destructeurs de la planète.

Les organisations qui font le FSM agissent sur ces terrains et ont accumulé une vraie expérience. Elles réfléchissent aux alternatives possibles. Mais leur action reste dispersée, cloisonnée dans chaque domaine d'in-



tervention. Rassembler les efforts, travailler une relation nouvelle entre mouvements politiques et mouvements sociaux, imaginer des constructions politiques pour le dépassement du capitalisme sont des tâches que le FSM a devant lui.

Pour le PCF, le FSM est l'un des espaces où l'internationalisme peut prendre corps dans des pratiques renouvelées. Avec l'apport de leurs propositions et l'envie de rassembler aussi sur le plan international, les communistes français auront contribué au succès du Forum. Leur délégation était conduite par Pierre Laurent, secrétaire national, avec Obey Ament, François Auguste, Sylvie Jan et Catherine Margaté.

**Obey Ament**

collaborateur des *Relations internationales*

## Tunisie

### délégation du PCF

Une délégation du PCF s'est rendue à Tunis le 9 février. Elle comprenait Patrick Le Hyaric, député au Parlement européen, directeur de *l'Humanité*, Annie David et Odette Terrade, sénatrices et Jacques Fath, responsable des *Relations internationales*. La délégation a rencontré le Parti communiste des Ouvriers de Tunisie et son porte-parole Hamma Hamami, Ahmed Brahim, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, secrétaire général d'Ettajdid ; le Parti populaire pour la liberté et le progrès ; Radhia Nasraoui, avocate, militante des droits humains, plusieurs responsables de l'UGTT (entente syndicale) ; le président de la Ligue tunisienne des Droits de l'homme, Mokhtar Triffi et Khemais Ksila ; l'Association tunisienne des femmes démocrates (Sana Benachour, présidente) et l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (Radhia Bel Haj Zekri) ; Taoufik Ben Brik, journaliste et écrivain, Fahem Boukadour, écrivain.



Lors de ces rencontres, particulièrement intéressantes dans un contexte de mobilisation populaire, d'une révolution démocratique et de vifs débats politiques, la délégation a rappelé que le PCF, ses élus et *l'Humanité* sont déterminés à poursuivre leur action de solidarité en France et sur le plan européen pour se tenir plus que jamais au côté du peuple tunisien.

## une révolution dans le monde arabe

Jacques Fath, responsable des *Relations internationales* du PCF, analyse dans cet article le sens et la portée de la révolution qui secoue actuellement le monde arabe. Quel sera l'avenir du mouvement? Nul ne le sait. Mais l'on voit d'ores et déjà qu'il a bouleversé la donne internationale.

Un puissant mouvement populaire de libération bouleverse le monde arabe. Parti de Tunisie, il se développe en Égypte et ailleurs dans des configurations nationales spécifiques. Il faut se poser les questions du sens, de la portée et de l'avenir de ce mouvement, comme autant d'enjeux qui nous concernent aussi, en France et en Europe.

### Sur le sens

Les mouvements en cours font converger les demandes sociales et démocratiques. Les politiques néo-libérales, les inégalités, la corruption massive font exploser des revendications sociales urgentes et l'exigence de liberté et de démocratie joue comme une sorte de propulseur politique. Après tant d'années de répression et de dictatures, une énergie et une détermination extraordinaires se libèrent dans la mise en cause des dirigeants, de leur clan, jusqu'aux systèmes en place.

Les dynamiques politiques tunisiennes et égyptiennes ont ainsi créé de l'unité populaire, des convergences sociales et politiques qui ont fait passer à l'arrière plan les catégories idéologiques et les identifications religieuses et communautaires. Les organisations de la mouvance de l'islamisme politique n'ont d'ailleurs joué qu'un faible rôle.

L'argument du danger islamiste qui a tant servi la thèse du choc des civilisations en a été très affaibli. Quel dirigeant pourrait, sans dommage pour sa propre crédibilité, agiter la menace intégriste comme la question prioritaire actuelle alors que les peuples arabes se mobilisent pour plus de liberté et d'égalité? Les droits qu'ils revendiquent ont bien un sens universel.

Rien de tout cela ne supprime les contradictions, les diversités politiques et idéologiques mais la dynamique des mouvements populaires balaie les peurs et rassemble sur l'irrépressible besoin d'un profond changement politique.

### Sur la portée des événements

En Tunisie, en Égypte et peut-être ailleurs demain, des pages d'histoire se tournent. La plupart des régimes arabes concernés sont issus du processus de décolonisation et du nationalisme arabe ayant accompagné celui-ci. Les régimes en place, les institutions, les partis politiques au pouvoir et, pour une bonne part, ceux de l'opposition, sont à bout de souffle. Ce sont pourtant ces régimes, ces forces politiques qui n'ont cessé d'ob-

tenir le soutien complaisant, voire complice, des gouvernements occidentaux, aux premiers rangs desquels les États-Unis et la France. Par intérêt stratégique, politique, économique, pétrolier... des relations particulières ont été maintenues sans honte avec des dictatures corrompues et brutales, malgré les appels répétés des démocrates.

C'est cela aussi qui est mis en cause. Les mouvements populaires arabes, issus d'une crise sociale profonde, contredisent frontalement l'ajustement structurel néolibéral imposé à la Tunisie par le FMI depuis les années 80, et la nature même d'un accord d'association euro-méditerranéen fondé sur l'établissement d'une zone de libre-échange au profit de la libre circulation des capitaux. Cette profonde révolte arabe bouscule le champ idéologique et ramène ainsi au réel, à la « vérité » des relations internationales faites de dominations et d'exploitations.

Enfin, il n'échappe à personne que le mouvement populaire arabe, égyptien en particulier, fait réapparaître une fierté nationale qui s'exprime notamment dans le rejet de la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Mais ce n'est pas l'Occident et ses valeurs en tant que tels qui sont dénoncés. C'est, en général, une politique d'ensemble. Les dirigeants israéliens ont raison de s'inquiéter. Non pas tant du danger des Frères musulmans – qu'ils savent instrumentaliser – mais d'une Égypte capable de retrouver une souveraineté plus affirmée et d'imposer une contribution plus forte à une solution juste au conflit israélo-palestinien. La question de Palestine, en effet, est aussi une question « nationale » arabe.

### Sur l'avenir

On ne sait pas encore de quoi il sera fait. En Tunisie, la révolution populaire est visée par des agressions. En Égypte aussi le régime se fait violent, tandis que les manœuvres américaines visent à sauvegarder l'essentiel. Au Yémen, en Jordanie, les pouvoirs tentent de s'adapter pour se maintenir en place... C'est une bataille de classe, une confrontation de haut niveau qui appelle plus que jamais notre solidarité.

Les peuples arabes nous disent que le changement est possible. Et celui-ci peut bouleverser la donne internationale. La leçon est d'une importance majeure.

Jacques Fath  
responsable des *Relations internationales*

## Europe ultralibéralisme contre les peuples

**Les peuples d'Europe et du Nord de la Méditerranée luttent et se révoltent contre les politiques néolibérales imposées par l'Union européenne**

La politique des gouvernements européens consistant à faire payer à leurs peuples, par l'austérité généralisée, la facture engendrée par le capital, s'est encore approfondie en 2010, accentuant la crise de l'UE et de son processus d'intégration. Des décisions drastiques durcissant le pacte de stabilité européen, avec des sanctions de plus en plus dures pour les pays contrevenants ou visant à dessaisir les Parlements nationaux de toute maîtrise réelle des procédures budgétaires, ont été décidées ou programmées. Et les pays les plus exposés aux attaques spéculatives des marchés, la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne se sont vus imposer – malgré la saignée sociale et la récession en cours dans ces pays – une nouvelle accélération de réformes structurelles\* dont la mise en œuvre aura de lourdes conséquences en terme de nouveaux reculs sociaux. Aujourd'hui, pour tenter de préserver ses intérêts, alors que s'accroît la crise de l'euro, l'Allemagne, avec le soutien de la France, tente d'aller encore plus loin en imposant un « pacte de compétitivité » à sa mesure : fin de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation pratiquée encore dans quelques pays européens; recul tendanciel de l'âge de départ à la retraite à 67 ans ; convergence fiscale ; équilibre des comptes publics gravé dans le

marbre des constitutions nationales, réforme déjà assumée par Nicolas Sarkozy qui pourrait tenter de la faire passer dès l'automne prochain au Parlement réuni en Congrès.

Cette offensive pourrait se concrétiser lors d'un Conseil européen exceptionnel les 24 et 25 mars préparé par un sommet des pays de l'euro. Elle vise avant tout à déposséder, plus encore, les peuples de leur pouvoir de décision, de leur souveraineté contribuant ainsi à élargir encore la fracture démocratique et sociale dans toute l'Europe; au risque que l'exaspération des peuples contre ces politiques, imposées par diktats, ne soient canalisées dans des dérives nationalistes, sécuritaires et xénophobes par la droite la plus extrême.

D'importantes luttes sociales perdurent pourtant dans toute l'Europe sans qu'elles ne débouchent encore sur une alternative progressiste clairement identifiée comme suffisamment rassembleuse sur un projet transformateur. C'est pour donner un sens à cette exigence que la Gauche européenne, en appui sur les mobilisations sociales (défense et élargissement du secteur public, sécurisation de l'emploi et de la formation contre la précarisation du travail ; pour la revalorisation des salaires, pour une protection sociale préservant les acquis sociaux notamment la retraite) a lancé une grande campagne citoyenne européenne visant à affranchir les peuples européens de toute dépendance des marchés financiers, (cf déclaration PCF : *Union européenne: toujours la même soumission aux marchés financiers*) avec la nécessité pour y parvenir de construire de réelles convergences dans l'action, des fronts sociaux et progressistes suffisamment larges, qu'ils stimulent une dynamique politique majoritaire en Europe jusqu'à engager des ruptures profondes avec les politiques néolibérales et les traités actuels.

Aujourd'hui, les soulèvements populaires au Nord de la Méditerranée marquent également la faillite du processus d'intégration ultralibéral que l'UE a développé dans ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence euro-méditerranéenne: partenariats, accords d'association, politiques de voisinage, projet d'Union pour la Méditerranée, tous marqués du sceau du libre échange, de la mise en concurrence des peuples des deux rives de la Méditerranée, de la restriction des droits démocratiques et humains (Europe forte contre les migrants) et d'un militarisme croissant, en soutien de régimes autoritaires et totalement discrédités. L'UE a montré ainsi son incapacité à construire des coopérations positives basées sur des coopérations solidaires avec un financement du développement non soumis à la domination des marchés financiers; et des valeurs – pourtant affichées – de respect de la démocratie et du droit international; alors que les droits des peuples et d'abord ceux du peuple palestinien ou des saharais, sont depuis trop longtemps bafoués. Les peuples attendent de l'Europe des réformes profondes qui rompent avec les politiques néolibérales, néo-coloniales et impérialistes contre lesquelles ils se révoltent aujourd'hui.

**José Cordon**

responsable Europe des Relations internationales

\* Dès novembre 2010, l'Euro groupe spécifiait que ces réformes devaient on seulement viser « la remise en cause des rigidités du marché du travail, les salaires, de manière à augmenter la productivité » ; mais aussi poursuivre la réduction des dépenses publiques (système fiscal, santé, administration); libéraliser les secteurs encore préservés de la seule logique du profit.



## LES LUTTES EN EUROPE

**Au plan européen**, les syndicats et la CES tentent de plus en plus de s'organiser pour dénoncer ensemble les politiques néolibérales, s'affranchir de la domination des marchés financiers et la mise en cause des services publics (euro-manifestations ou euro-grèves contre la libéralisation du travail). Une action coordonnée des syndicats européens aura lieu le 9 avril.

**Allemagne** : luttes pour l'augmentation des salaires, contre la précarisation du travail et rejet de la retraite à 67 ans. **Belgique** : grève générale des postiers le 11 février pour la défense des conventions collectives. **France** : d'importantes mobilisations nationales sont prévues pour la reconquête de la protection sociale et des services publics (fret ferroviaire le 21 février; hôpital public le 2 avril). **Grande-Bretagne** : luttes étudiantes contre le triplement des frais universitaires. Manifestation nationale le 26 mars à l'appel des syndicats (TUC) contre l'austérité et la casse du secteur public. Probablement le plus grand mouvement social depuis Thatcher (Poll tax en 1990). **Grèce** : grève nationale le 23 février (défense des conventions collectives, suppression des licenciements et toute forme de flexibilité de l'emploi, préservation du pouvoir d'achat). **Italie** : à partir du succès de la grève des métallurgistes de la FIOM le 14 décembre, convergences avec les luttes étudiantes contre la précarisation du travail.

## Les relations entre l'Amérique latine et les pays du Moyen-Orient

Les interactions croissantes entre l'Amérique latine et le Moyen-Orient, notamment la prise de position concernant la question israélo-palestinienne, traduisent la place croissante jouée par le sous-continent en tant qu'acteur autonome sur la scène internationale.

La reconnaissance officielle de l'État palestinien par les pays de l'Amérique du Sud, auxquels il faut ajouter Cuba, le Costa Rica et le Nicaragua, montre encore une fois une volonté de jouer un rôle propre et autonome sur la scène internationale. Les États-Unis se sont empressés de désapprouver cette décision qui contrarie la stratégie de leur allié israélien alors que les négociations avec l'Autorité palestinienne se trouvent bloquées par le manque d'intérêt manifeste de Tel Aviv d'arriver à un accord.

La Chambre des représentants a adopté une résolution s'opposant à toute reconnaissance « unilatérale » estimant que la paix ne peut être atteinte que « par des négociations directes entre les parties », voie qui a montré son inefficacité. Israël pour sa part a rejeté l'initiative en estimant qu'elle est contraire aux accords israélo-palestiniens. La reconnaissance des frontières de 1967 par les pays latino-américains, à l'exception du Chili et du Pérou qui ne vont pas si loin, est « contreproductive » pour Arturo Valenzuela, secrétaire d'État adjoint en ignorant ainsi les résolutions de l'ONU.

Plus d'une centaine de pays ont déjà reconnu l'État palestinien. Pour la première fois, c'est tout un bloc régional qui procède ainsi : l'Union des nations de l'Amérique du Sud (Unasur), qui est une coordination politique et un mécanisme de dialogue avec des objectifs de développement qui rassemble douze pays. Les relations que ce forum développe avec les pays du Moyen-Orient, ceux de la Ligue arabe et l'Iran mais aussi avec la Turquie, sont à situer dans le prolongement de ce projet politique. En 2005, les 22 pays de la Ligue arabe et 12 de l'Amérique du Sud se sont réunis à Brasília dans le cadre d'une nouvelle conférence qui se veut un mécanisme de coopération et de coordination politique. La déclaration finale reconnaissait « le droit des peuples à résister à l'occupation étrangère » et demandait le démantèlement des colonies israéliennes, la sortie d'Israël des territoires occupés et appelait à la création d'un État palestinien qui coexisterait aux côtés de l'État d'Israël. Ils se sont engagés à combattre le terrorisme sous toutes ses formes, ont manifesté leur préoccupation face aux sanctions prises contre la Syrie par les États-Unis et ont donné leur soutien à la candidature de l'Uruguayen Carlos Paz del Castillo pour diriger l'OMC face à la candidature de Pascal Lamy.

Après un deuxième sommet qui a eu lieu à Doha en 2009, ils se retrouveront à Lima en février prochain.

Le Venezuela est l'un des pays qui a le plus développé ses relations avec les pays du Moyen-Orient. Membre fondateur de l'Opep, Caracas a signé de nombreux accords de coopération avec la Syrie, l'Iran et la Turquie dans les domaines de l'agriculture, l'énergie, les technologies et la



construction de logements. Le Venezuela et la Bolivie ont rompu leurs relations avec Israël lors de l'offensive contre Gaza.

À propos du conflit israélo-palestinien, Lula da Silva déclarait en décembre dernier : « Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que les États-Unis seront les "gardians" de la paix ». Pour lui, il est nécessaire d'impliquer d'autres pays dans les négociations. Cette ligne de conduite a aussi guidé l'initiative prise par le Brésil et la Turquie proposant une issue par le dialogue au différend qui oppose l'Iran aux États-Unis et l'Europe.

En même temps, le Brésil tâche de garder de bonnes relations avec l'État d'Israël où Lula s'est rendu en 2010. Le Brésil a par ailleurs acheté quatre drones à l'aérospatiale israélienne qui devrait installer une filiale dans le pays.

L'Argentine aussi développe des liens avec la Turquie, le Koweït et le Qatar, mais maintient un contentieux avec l'Iran après les attentats de 1994 contre la communauté juive de Buenos Aires.

Les présidents iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et syrien, Bachar al Assad, ont visité l'Amérique du Sud en 2009 et en 2010.

En 2010, le Mercosur a signé cinq accords de coopération avec la Syrie dans des domaines tels que la santé, l'agriculture et la technologie et a adopté, lors de son Sommet de Foz de Iguazu une déclaration qui affirmait la nécessité d'une paix juste et durable au Moyen-Orient sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité de l'ONU et reconnaissait le droit du peuple palestinien à un État indépendant, démocratique et viable ainsi que le droit d'Israël à vivre en paix dans des frontières sûres.

La politique active du Brésil et de l'Argentine en faveur du règlement du conflit au Moyen-Orient tend à montrer leur capacité à occuper un siège du Conseil de Sécurité d'une ONU rénovée. On ne peut pas ignorer le fait que la paix, la sécurité et une vision multilatéraliste fondée sur le dialogue et le respect des souverainetés motivent la démarche des pays d'Unasur. Il s'agit aussi d'une recherche active de liens qui augmente la possibilité de diversifier les relations commerciales réduisant ainsi les risques de dépendance vis-à-vis des puissances dominantes.

## France l'information internationale, parent pauvre du PAF

Pour Jean-François Téaldi, journaliste à France-Télévisions et membre du Conseil national du PCF, la France doit se munir d'un équipement/arsenal efficace d'information internationale. La précarité de France 24, due tant à sa création qu'à son manque de moyens, empêche de répondre à cet enjeu stratégique majeur. L'AEF menacée, l'écart entre la France et ses concurrents anglo-saxons et arabes se creuse.



Dans un monde globalisé où chaque événement se déroulant au bout du monde a des répercussions au coin de notre rue, la diffusion de l'information internationale est un élément structurant pour permettre au citoyen de comprendre le monde tel qu'il va... ou ne va pas.

Si, à l'image des États-Unis avec CNN, nombre de pays européens, comme la Grande-Bretagne avec la BBC, et l'Allemagne, dans une moindre mesure, voire la Suisse, ont depuis des décennies compris que l'information internationale est un enjeu stratégique dans la confrontation idéologique mondiale ; si les pays du monde arabe ont suivi ce mouvement à la fin du XXe siècle, puis aujourd'hui ceux d'Amérique latine avec Tele Sur, la France a longtemps mésestimé l'importance d'une information internationale indépendante des flux d'images et de commentaires issus des pays anglo-saxons.

Ne parlons même de la portion congrue octroyée à l'information internationale sur les chaînes françaises historiques, qu'elles soient publiques ou privées. L'international arrive souvent en deuxième partie de journal, et la plupart du temps assorti de commentaires effectués sur des images tournées par les chaînes anglo-saxonnes.

Certes, *Radio France Internationale* occupe toujours une place majeure par son information indépendante à destination des pays où sévissent des dictatures et sa filiale *Monte Carlo Doualiya* connaît une certaine audience dans le monde arabe; TV5 en revanche, malgré la qualité de ses contenus, n'a jamais pu atteindre une audience comparable à celle de la BBC ou de CNN.

Si le Parti socialiste n'a jamais manifesté d'intérêt véritable pour ces questions, la Commission médias du PCF proposait dès 2003 la création d'une chaîne publique d'information internationale, reprenant ainsi une proposition des syndicats CGT de l'audiovisuel.

À la même époque Jacques Chirac lançait la CII (*Chaîne d'information internationale*) qui, après moult discussions sur la constitution de son capital (entièrement public ou mixité public/ privé), allait devenir France 24, préfigurant en amont de la loi de réforme de l'audiovisuel la création de l'Audiovisuel extérieur de la France (RFI, TV5 Monde, Monte Carlo Doualiya, France 24).

Alors que l'ensemble des groupes parlementaires se prononçait pour une chaîne publique autour de France télévisions, la Commission Brochand (député-maire UMP de Cannes) parvenait à convaincre Chirac d'une alliance hybride entre France télévisions et TF1. Une concession à la chaîne de Bouygues qui souhaitait surtout être dans le projet pour empêcher toute concurrence avec sa filiale LCI. Après trois années cahotantes, TF1 sortait de France 24, pour permettre la constitution de l'AEF, empochant au passage un sacré jackpot.

Par ailleurs, les moyens octroyés à France 24 ne lui permettent pas de réaliser ses propres reportages, la rendant dépendante des reportages fournis notamment par TF1 et les agences d'images internationales, autrement dit des productions anglo-saxonnes.

De plus, les rivalités du tandem Pouzhilac (chiraquien venu de la publicité) et Ockrent (épouse du ministre des Affaires étrangères), perturbent depuis le début le développement de la chaîne rejaillissant bien évidemment sur les contenus : turn-over atteignant 50%, non respect du code du travail, sans parler de plusieurs cas de censure dénoncés en interne par les syndicats.

Dans le même temps, 200 emplois ont été supprimés à RFI, des antennes ont fermé dans des pays où les « intérêts de la France » ne seraient pas stratégiques, abandonnant dans nombre de pays l'information aux seuls médias officiels liés aux dictatures en place et freinant le rayonnement culturel de la francophonie (Asie, Afrique, Europe de l'Est). Seule la résistance des gouvernements actionnaires de TV5 Monde, autres que français, a empêché que cette chaîne ne subisse le même sort que RFI.

Un nouveau plan de 100 suppressions d'emplois sur l'ensemble de l'AEF est prévu d'ici fin 2011. Son budget d'austérité ne lui permettra pas de rattraper le retard historique accumulé sur ses concurrents anglo-saxons et aujourd'hui arabes. L'existence même de l'AEF est menacée.

Le Parti communiste français propose, en liaison avec les personnels, de créer un Pôle public des médias autour de France télévisions, Radio-France, l'AEF et l'Agence France Presse. C'est à ce prix que la création et la diffusion d'informations et de programmes destinés à l'international trouveront leur place dans le paysage audiovisuel mondial.

Jean-François Téaldi

membre du Conseil national du PCF en charge du Droit à l'Information

## POUR SORTIR DU COLONIALISME

Le PCF accueille en son siège national la soirée inaugurale de la 6ème semaine anti-coloniale

À la veille de la **6ème semaine anti-coloniale**, beaucoup d'événements politiques majeurs se bousculent dans un souffle impressionnant de liberté : liberté de pensée, de résistance, d'action, liberté de se réapproprier sa vie. Au moment d'écrire ces lignes, Edouard Glissant<sup>1</sup>, fondateur de l'Institut du *Tout monde*, nous quitte. Mais ses idées continueront à inspirer le monde.

Avec les révolutions démocratiques de Tunisie, d'Égypte, et les mouvements qu'elles ont inspiré, le tournant de l'histoire auquel nous assistons nous renvoie à la sagesse du poète : « *La leçon des deux derniers siècles, c'est que l'on ne peut pas prédire* <sup>2</sup> ».

Au moment d'écrire ces lignes, nous<sup>3</sup> sommes aussi en partance pour Dakar, pour le *Forum social mondial*, dont les principaux événements se tiendront à l'université Cheikh Anta Diop. Ce savant sénégalais aura dédié toute sa vie à la réhabilitation de l'histoire africaine. C'est ici même que, provocateur, Nicolas Sarkozy a prononcé l'insupportable discours<sup>4</sup> qui restera celui de la honte, du déni, du mépris, de la pensée coloniale réaffirmée.

Ces dernières années, les progressistes ont ainsi dû s'opposer à d'incessantes mesures politiques de type colonialiste : ministère de « l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement », débat imposé sur l'identité nationale, test ADN, criminalisation des migrants, expulsions, rafles et répression contre les travailleurs sans-papiers, chasse au faciès, stèles et rues baptisées aux noms d'assassins, pelleteuses sur les caravanes des Roms, etc.

Parmi ces ripostes, la **Semaine anti-coloniale** est née d'une colère provoquée par le vote du 23 février 2005 à l'Assemblée nationale portant sur la reconnaissance du «

rôle positif de la présence française outre-mer ». Cet événement s'organise dorénavant autour de cette date pour sensibiliser, débattre, mobiliser, permettre le développement d'une mémoire partagée par tous en organisant une réflexion sérieuse sur le passé colonial, mais pas seulement.

Le réseau *Sortir du colonialisme*, qui y contribue, et les 80 associations se rassemblent aujourd'hui pour dénoncer l'impunité des crimes coloniaux, reconnaître la responsabilité des pays colonisateurs et esclavagistes ; permettre de lutter contre les discriminations récurrentes, héritées de notre histoire coloniale qui se vérifie toujours en terme d'embauches, de logement, d'éducation ; donner la parole aux victimes de la colonisation et à leurs enfants, informer sur les luttes de libération nationale et soutenir le combat des peuples colonisés ; dénoncer les nouvelles formes de colonisation économique et l'ingérence des multinationales dans la vie politique, économique et sociale des pays où elles développent leurs activités et comprendre le processus de la mondialisation néo-libérale ; mobiliser les jeunes et la population des quartiers, les lycées, les universités autour de la solidarité internationale et de l'égalité des droits ; interpellier les candidates et les candidats aux élections sur ce qu'ils comptent faire pour en finir avec la fracture coloniale qui entretient les représentations héritées de notre histoire et qui favorise les discriminations productrices d'inégalités<sup>5</sup>.

Le Parti communiste s'inscrit pleinement dans ces objectifs et s'honore d'avoir mené ce combat. Au-delà du travail de mémoire indispensable à fournir et qu'il serait nécessaire de renforcer, au-delà des actions à mener en riposte aux aspects visibles, voire spectaculaires, de la politique du gouvernement actuel, il est à remettre en cause le fond du problème. À savoir le système même, construit sur des rapports de domination toujours plus durs, un système économique structuré sur le pillage des ressources, la haute finance et l'intérêt des multinationales auquel nous faisons face et qui ruine la France. C'est la pensée coloniale qu'il faut travailler à déconstruire, pour travailler à une culture du respect de l'autre, une culture de l'égalité des peuples et des personnes, du droit à la souveraineté, de la richesse des diversités. Une culture politique et une analyse du monde qui rompt avec les réflexes « franco-centrés » et « euro-centrés », qui développe les solidarités et les besoins de coopération, de désarmement et de paix.

Sylvie Jan

collectif Afrique PCF - sylvie.jan@pcf.fr

### SOIRÉE INAUGURALE

de la 6ème semaine anti-coloniale

au siège national du PCF

vendredi 18 février 2011 à partir de 18 h

sous la coupole Oscar Niemeyer - siège national du PCF

cette soirée sera ponctuée de témoignages, de documentaires inédits de chants et danses, un hommage sera rendu aux peuples en lutte

avec les participations de

**M. Hael Al Fahoum**, ambassadeur de Palestine en France (à confirmer)

**Sergio Cacérés**, représentant de la Bolivie à l'Unesco

un représentant du Sin Fein Irlande

**Mohamed Cherbib** Tunisie

**Samir Abdallah** Égypte

**Kirushanti** Tamouls

un député kurde

participeront à cet événement, notamment

**Henri Alleg, Nils Anderson, Michèle Decaster**

**Patrick Farbiaz, Jacques Fath, Gus Massiah, Alain Pouillot...**

1. Le collectif *Sortir du colonialisme* rendra hommage durant cette *Semaine* au fondateur de l'*Institut du Tout-Monde* en lien avec les associations antillaises, kanakiennes et anti-colonialistes du monde.

2. *L'Humanité*, 4 février 2011.

3. Délégation du PCF conduite par Pierre Laurent, avec Obey Ament, François Auguste, Catherine Margaté et moi-même.

4. Juillet 2007, après le discours de Toulon

5. Guide *Sortir du colonialisme*. [www.anticolonial.net](http://www.anticolonial.net)

6. La semaine se clôturera par une manifestation, samedi 26 février, 15h République.

**MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT****Tunisie/Égypte**

Depuis le mois de décembre, le soutien aux mouvements populaires tunisien et égyptien s'est développé fortement en France. Un grand nombre d'initiatives unitaires ont été organisées notamment en Île-de-France. Rassemblements quasi quotidiens à la Fontaine des Innocents, au Métro Couronnes, devant les ambassades de Tunisie ou d'Égypte, manifestations avec des milliers de personnes, débats... Le PCF, ses dirigeants, ses élus, ont participé activement à l'ensemble de ces initiatives en y exprimant leurs positions et leur solidarité.

**Tunisie**

**27 janvier** : 250 personnes participent à la soirée de solidarité avec le peuple tunisien au siège du PCF, avec:

Nesrine Chaabouni, artiste tunisienne, chorégraphe pour une lecture de textes  
Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH  
Mouhiedine Cherbib, Comité pour le respect des libertés et des Droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)

Tarek Ben Hiba, président de la Fédération tunisienne pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)

Adel Thabet, Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT)

Intervention de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

**Irak**

**28 janvier** : Raid Fahmi, ex-ministre irakien de la technologie et des services, est reçu par Jacques Fath.

**Iran**

**4 février** : plus de 200 personnes participent à la soirée de solidarité et de soutien aux luttes des femmes iraniennes au siège du PCF.

Avec:

Azadeh Kian, professeure de sociologie à Paris VII, responsable du Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes

Chahine Hirmanpour, avocate

Fariba Sabet, ex-prisonnière politique

Parvaneh Heidari, Union des femmes démocrates du Kurdistan d'Iran en Europe

Babak Akbari-Farahani, Comité indépendant contre la répression des citoyens iraniens

Animé par Jacques Fath et Laurence Cohen, membres du Comité exécutif national du PCF.

**AFRIQUE**

**26 janvier** : Bassirou Diara, Secrétaire politique de l'UM-RDA du Mali, est reçu au siège du PCF par Jacques Fath et Sylvie Jan.

**Du 6 au 11 février**, délégation du PCF conduite par Pierre Laurent, avec Obey Ament, François Auguste, Sylvie Jan et Catherine Margaté au Forum social mondial de Dakar.

**EUROPE**

Le Bureau exécutif du Parti de la Gauche européenne s'est réuni les 15 et 16 janvier à Bruxelles à l'invitation du Parti communiste de Wallonie-Bruxelles. Pour cette première réunion depuis le Congrès en décembre, Pierre Laurent, nouveau président du PGE, a réaffirmé sa volonté d'encourager un fonctionnement plus collégial et plus efficace du parti européen. Le PCF lance une pétition qui sera patronnée par un groupe de citoyens de différents pays européens pour la création d'un Fonds européen de développement social et de solidarité.

**31 janvier** : près de 100 participants au colloque au Sénat : *Quelle sécurité en Europe et dans le monde après le sommet de Lisbonne ?* Sous le haut patronage de Nicole Borvo, présidente du groupe CRC-SPG, à l'invitation de Michelle Demessine, sénatrice.

Avec la participation de:

Paul Quilès, ancien ministre de la Défense  
Général Vincent Desportes, directeur de la collection *Stratégies et doctrines* et enseignant de Stratégie à HEC et à l'Institut d'études politiques de Paris

Alain Joxe, directeur d'études à l'école des Hautes études en Sciences sociales

Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'Institut de Relations internationales et stratégiques

Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

Jacques Fath, responsable des *Relations internationales* du PCF

Arielle Denis, co-présidente du Mouvement de la Paix

Kate Hudson, présidente de l'ONG britannique *Campagne pour le désarmement nucléaire*.

**COMMUNIQUÉS**

21 décembre 2010: simulacre d'élections en Biélorussie

4 janvier 2011: stopper les politiques autoritaire en Hongrie

4 février 2011: UE: toujours la même soumission aux marchés financiers

**MESSAGES**

25 janvier : Portugal : message du PCF au Parti communiste portugais, à l'occasion de l'élection présidentielle.

## le second souffle du Doi Moi

Le Parti communiste vietnamien (PCV) a procédé à un profond renouvellement de ses instances dirigeantes – comme cela était attendu – à l'issue de son 11<sup>ème</sup> congrès qui s'est tenu à Hanoï du 11 au 19 janvier. Nguyen Phu Trong succède au poste de secrétaire général à Nong Duc Manh, qui s'est retiré à l'issue de deux mandats consécutifs, comme le stipulent les statuts du PCV. Sur quatorze membres que compte le Bureau politique, cinq y font leur entrée. Au Comité central, les nouveaux venus occupent la moitié des 175 postes titulaires. Ils sont 23 sur 25 aux sièges de suppléants. D'autres nominations interviendront en mai, à l'issue des élections législatives, qui se déroulent au suffrage universel. Seront alors pourvus les postes de premier ministre, et ceux de la présidence de l'État et du Parlement. Le chef du gouvernement sortant, Nguyen Tan Dung, est candidat, à soixante et un ans, à sa propre succession. Au regard du consensus politique et économique qui s'est dégagé lors du congrès, sa reconduction semble acquise, après avoir surmonté les turbulences provoquées par la faillite l'an passé du conglomérat public Vinashin.

C'est dans un contexte difficile, dû aux secousses de la crise financière internationale, mais aussi à des freins internes au Vietnam, inhérents à cette étape de développement, que la nouvelle direction communiste entame ses prises de responsabilités. Cela a été dit et lucidement débattu par les congressistes. Elle sera confrontée dans l'immédiat à d'importants problèmes économiques, la hausse des prix, l'inflation, le déficit commercial...et plus largement à la mise en application du « Projet de Stratégie décennale de développement socioéconomique » pour la période 2011-2020 adopté par le congrès. Ce dernier repose sur la nécessité de réorienter le modèle de croissance tout en maintenant sa stabilité, d'accélérer la restructuration économique vers plus de qualité et d'efficacité en faisant appel à une utilisation plus grande des moyens technologiques, au développement des infrastructures, à une hausse du niveau de l'éducation et en intensifiant la lutte contre la corruption et le gaspillage.

Le Vietnam ambitionne ainsi de devenir une « *nation industrialisée et moderne* » d'ici à 2020 en maintenant une croissance économique soutenue allant « *de pair avec le progrès social, l'équité sociale et en veillant à protéger l'environnement* ».

Ces grandes priorités ont été définies à l'issue d'un bilan de ces 25 dernières années passé au crible et mettant en avant les acquis mais aussi déficits et faiblesses induits, d'une part, par le modèle de croissance dans un monde globalisé et, d'autre part, par les structures spécifiques d'un pays appauvri et meurtri par 30 années de guerre. Depuis l'an dernier, le Vietnam, avec ses 86 millions d'habitants, se compte dans le groupe des États à revenu intermédiaire. Il est passé d'un revenu annuel moyen inférieur à 100 dollars, en 1986, à près de 1200, en 2009. Cette sortie spectaculaire du sous-développement, qui a vu en conséquence tomber le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 58%, en 1993, à 12% aujourd'hui, a été rendue possible par la mise en place, dès 1986, de la politique du Doi Moi, le renouveau. Celle-ci s'appuie sur la recherche d'une voie propre au Vietnam, qualifiée d'« *économie de marché à orientation socialiste* » qui vise à stimuler le développement en ouvrant les frontières à des investissements étrangers et en encourageant le secteur privé, tout en gardant la maîtrise globale de son économie. Une stratégie qui a permis au Vietnam encore sous embargo américain de sortir de son isolement international et de prendre toute sa place au sein des nations du sud-est asiatique.

Ces choix que le congrès a entérinés ont, en leur temps, fait l'objet d'importants débats. Aujourd'hui, d'autres questions émergent, issues des nouvelles réalités socio-économiques et des changements rapides et importants que connaît la société vietnamienne, dans un environnement international déstabilisant. Car la dynamique économique n'est pas sans engendrer des contradictions comme une polarisation sociale. Le fossé en termes de revenu et de niveau de vie entre zones urbaine et rurale et les écarts entre riches et pauvres se creusent. La croissance basée surtout sur des investisse-

## Le second souffle du Doi Moi

ments en capital et une exploitation des ressources naturelles, est insuffisamment créatrices d'emplois. Pour une population en expansion caractérisée par une jeunesse nombreuse (56% de la population ont moins de 30 ans), avec environ un million de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail, se pose à la fois la question de la création d'emplois et de la qualification des jeunes.

Si l'impact de la crise économique et financière capitaliste a été amorti comparé à d'autres pays, du fait d'une moindre ouverture au marché international, la récession mondiale a fait apparaître un certain nombre de déséquilibres économiques : l'emballement de l'inflation (28% en 2008), le creusement du déficit commercial (4,8 milliards de dollars en 2006 contre 18 milliards en 2008) dû à une baisse des exportations, la demande occidentale ayant décliné. Les investissements extérieurs ont aussi diminué en nombre. Ainsi, alors qu'en 2007, il y avait eu quelque 1500 projets nouveaux, il n'y en avait que 600 en 2008. La crise a ébranlé une croissance forte et régulière depuis 1991. En 2009, son taux a été de 5,3% pour revenir à 6,3% en 2010

après un vigoureux plan de relance. Mais il était de près de 8% en 2007.

Consolider les acquis du Doi Moi et lui donner un second souffle en accélérant son processus, sont des décisions allant de pair avec la responsabilité de chacun des membres du Parti dont les statuts ont été revus pour mieux réglementer leur conduite et faire face à la corruption. La question est cruciale pour l'image du Parti communiste, pour conserver la confiance des Vietnamiens et la légitimité acquise dans les luttes pour l'indépendance. Parti conservant le monopole du pouvoir, il doit aussi répondre aux aspirations nées des mutations sociales et de la diversification de la société. La construction d'un État de droit reste au cœur des nouvelles dimensions que revêtent aujourd'hui les rapports entre les pouvoirs, la société et les individus. Ces défis rendent d'autant plus impératifs pour le Parti et le gouvernement le maintien d'un niveau de croissance, garantissant le bien-être social et la répartition satisfaisante des acquis du Renouveau.

Dominique Bari-Vidal  
journaliste